

INONDATIONS EN LIBYE

Une catastrophe qui défie l'imagination

• L'Algérie envoie en urgence d'importantes aides humanitaires

P3



SÉISME AU MAROC

Rabat refuse l'aides humanitaire de l'Algérie

• Alger prend acte

P2

ALORS QUE LE BILAN DU SÉISME NE CESSE DE S'ALOURDIR

Le Maroc ferme le pays aux aides internationales

P3

UNE COMMISSION MISE EN PLACE
POUR ASSURER SON EXÉCUTION

Le plan national pour la préservation du cheptel en marche

P4

MOSTAGANEM

Journées nationales médico-chirurgicales ouvertes aujourd'hui

La Faculté de médecine de l'Université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem abritera à partir d'aujourd'hui les 28èmes Journées nationales médico-chirurgicales, auxquelles prendront part environ 150 chirurgiens et chercheurs dans divers domaines médicaux, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation scientifique verra la participation d'environ 150 chirurgiens et chercheurs de dix universités de différentes régions du pays à travers une quarantaine de communications orales et une centaine affichées, a indiqué le président du comité d'organisation, Pr Benkada Mohamed Benamar. La rencontre, à laquelle prendront part également des médecins de plusieurs centres hospitalo-universitaires et établissements hospitaliers, vise à échanger les connaissances et expériences entre chirurgiens de différentes facultés de médecine et à faire connaître les derniers développements liés à la formation médicale, notamment dans les domaines de la neurochirurgie, médecine interne, orthopédie et urgences médico-chirurgicales. Le programme de cette manifestation scientifique comprend l'organisation d'ateliers mercredi et de conférences jeudi, qui aborderont l'oncologie et les maladies chroniques comme le diabète, la tension artérielle, les urgences médico-chirurgicales, avec la participation d'environ 300 étudiants en médecine de diverses universités. Initiées par la faculté de médecine de l'université de Mostaganem, ces journées nationales médico-chirurgicales sont enfin organisées pour une deuxième édition après plusieurs reports dans les années écoulées en raison de la pandémie de Covid-19.

R.N

TIZI-OUZOU

80 participants à la Foire agricole et artisanale d'Ait Bouaddou

Au total 80 participants, entre agriculteurs et artisans, animent la 2e édition de la Foire agricole et artisanale, ouverte, hier, à l'école primaire Messaoudi-Arab de la commune d'Ait Bouaddou (daïra de Ouadhias), à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ait Bouaddou, cette manifestation, qui s'étalera sur trois jours, vise à promouvoir les produits du terroir, agricoles et artisanaux ainsi que le savoir-faire ancien, a indiqué à l'APS, le président d'APC, Slimane Bouaziz. «Revaloriser les produits du terroir pour donner une réelle dynamique au tourisme de montagne» est la finalité derrière le lancement de cette manifestation depuis l'année passée (la première édition ayant eu lieu à la même période de l'an dernier), a souligné le premier responsable élu de cette commune de montagne qui jouit d'un important potentiel touristique, paysager, agricole, artisanale, culturel et autres, que l'APC ambitionne de promouvoir, d'où l'organisation de cette Foire. Différents produits de l'agriculture maraîchère et de l'arboriculture fruitière ainsi que de l'artisanat, sont exposés par les participants issus des wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Djelfa, Oum El Bouaghi, Sétif et Tlemcen. Outre l'exposition-vente des produits du terroir, des ateliers sur les activités génératrices de revenus, sur le gréfrage (un métier ancestral jadis largement maîtrisé vu son importance dans l'activité arboricole fruitière), un panel de discussion sur le développement et l'animation du territoire et un concours du meilleur exposant, sont au menu de cette deuxième édition qui sera clôturée jeudi prochain.

R.N

EDUCATION ROUTIÈRE

La sensibilisation des élèves aux dangers de la route en point de mire

Pour inculquer aux élèves les bonnes pratiques en matière de circulation routière, les autorités ont décidé d'intégrer dès la prochaine rentrée scolaire l'enseignement de l'éducation routière dans les écoles algériennes.

Une initiative qui semble avoir gagné le monde de l'enseignement mais aussi les intervenants dans le domaine. En effet, des participants à une conférence organisée mardi à Alger, sur "l'éducation routière, l'information routière, la culture du signalisation et des accidents de la circulation", ont souligné la nécessité de sensibiliser les élèves aux dangers de la route et à la nécessité de respecter le code de la route. Lors de cette rencontre organisée par le forum du quotidien "Ech-Chaab", la présidente de l'Association des moniteurs professionnels d'auto-écoles, Nabila Ferhat a souligné la nécessité de transmettre aux élèves les notions générales de circulation et développer leurs compétences de comportement en dehors de la maison à travers la sensibilisation au code de la route et l'acquisition de comportements routiers. Dans ce contexte, Mme Ferhat a proposé d'organiser périodiquement des activités théoriques et pratiques au profit des élèves des trois cycles (primaire, moyen et secondaire) dans le but de sensibiliser la jeune génération aux dangers du non-respect du code de la route et aux accidents mortels qui en résultent, dans lesquels le facteur humain est souvent la principale cause.

Elle a, également, annoncé une proposition soumise par l'association concernant l'élaboration d'un livret spécial d'éducation routière comprenant les panneaux, les couleurs et les formes les plus simples, qui sera distribué aux écoles à partir de la rentrée scolaire. En parallèle, des réunions de sensibilisation seront également organisées au niveau des établissements scolaires pour sensibiliser les élèves aux dangers de la route et les initier à la protection civile, aux institutions de sécurité et aux numéros verts qu'ils peuvent appeler en cas de danger. Pour sa part, le représentant de la Direction générale de la Protection civile, Rabah Ben Mahieddine a fait état de «440 élèves décédés, l'année dernière, âgés entre 5 et 14 ans et 5.900 autres blessés», saluant l'initiative d'inclure l'éducation routière dans les programmes d'enseignement qui, espère-t-il, atteindra les objectifs escomptés à moyen terme. En sa qualité de membre à l'Association nationale de la sécurité routière, M. Ben Ma-



hieddine a fustigé «le laxisme» de certaines auto-écoles quant à l'application de la loi qui prévoit que le candidat au permis de conduire a le droit à 30 heures de formation théorique et 30 heures de pratique, mettant en garde contre les comportements de chauffards qui ne respectent pas l'ordre de priorité, les panneaux et le port de la ceinture de sécurité. S'exprimant à l'occasion, le représentant de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), Amir Cherki a mis l'accent sur l'importance des mesures coercitives pour baisser le nombre d'accidents, rappelant «23.500 infractions enregistrées au niveau de la capitale durant le mois d'août courant concernant le port des casques, de la ceinture de sécurité ou les manœuvres dangereuses», appelant par la même les parents à donner une image exemplaire pour leurs enfants. De son côté, le représentant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Cheikh Djeloul Kassouf a évoqué le rôle de la mosquée en termes de sensibilisation de la société au respect du code de la route à travers la vulgarisation des préceptes de l'islam rejetant les

disputes et le stress dans la route qui pourront avoir des conséquences néfastes. Début juillet dernier, le ministre de l'Éducation nationale, M. Abdelhakim Belaabed, s'est réuni avec les membres de la commission interministérielle chargée de l'élaboration du programme d'éducation routière en milieu scolaire. Cette nouvelle matière concerne tous les élèves des trois cycles d'enseignement au niveau des établissements de l'éducation, publique, privée et spécialisée, a-t-il précisé. Ce qui, de son avis, leur permettra de «connaître les règles de circulation routière ainsi que les moyens de prévention et de sécurité routière». «Outre la promotion des bonnes pratiques, l'enseignement de cette matière contribuera également à développer une conscience des dangers de la route et de la pollution environnementale causée par l'utilisation des moyens de transport. Il s'agit également d'orienter les élèves vers l'utilisation des nouvelles technologies de communication pour signaler les accidents de la circulation», a expliqué M. Belaabed.

Synthèse Ali Chikhi

LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES S'EST TENUE HIER

D'importants dossiers au menu

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi que des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire, le suivi de la disponibilité des produits de

large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au

projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023, ainsi que des exposés sur la rentrée scolaire et universitaire, le suivi de la disponibilité des produits de large consommation sur le marché national, outre des décisions importantes relatives aux préoccupations des citoyens», est-il écrit dans le communiqué.

R.N

AVANT-PROJET DE LOI PORTANT RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'APN

La Commission des affaires juridiques poursuit son enrichissement

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, hier, une réunion consacrée à la poursuite de l'enrichissement de l'avant-projet de loi portant règlement intérieur de l'APN. Selon un communiqué de l'APN, la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés «a poursuivi l'examen et l'enrichissement de l'avant-projet de loi por-

tant règlement intérieur de l'Assemblée populaire nationale (APN) et tenu, mardi 12 septembre 2023, une réunion présidée par M. Ahmed Boukbeur, président de la Commission, dont les travaux ont été consacrés à l'écoute des avis et des propositions de Messieurs les vice-présidents de l'APN concernant ce document». M. Boukbeur «s'est félicité, à l'entame de son intervention, des efforts consentis par le bureau et les

membres de la Commission, lors de la précédente session», affirmant que cette rencontre «vise à élargir la consultation pour Messieurs les vice-présidents en vue d'approfondir l'opération d'enrichissement de l'avant-projet de loi, conformément aux aspirations des Messieurs les députés». Ainsi, «il a été convenu lors du débat, de former des ateliers autour de certains axes, tout en appelant toutes les parties

compétentes à y prendre part, et ce en vue d'actualiser le rapport préliminaire de l'avant-projet de loi portant règlement intérieur de l'APN, d'autant que les vice-présidents ont mis l'accent sur la nécessité d'activer la performance parlementaire, en vue de consolider la place de l'instance législative, ainsi que le rôle du député, conformément aux dispositions de la Constitution».

R.N

INONDATIONS EN LIBYE

Une catastrophe qui défie l'imagination

Les informations sur le bilan humain après le passage de la tempête Daniel dans l'Est de la Libye restent imprécises. Il est impossible pour les autorités en place de donner des chiffres exactes, compte tenu de la situation d'anarchie que vit le pays depuis des années.

Selon le responsable de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Tamer Ramadan, le nombre de personnes déçédées et disparues est « énorme ». Il s'agit vraisemblablement de plusieurs milliers. Certaines sources avancent plus de 6000 morts et 10000 disparus.

Margaret Harris, une porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a évoqué « une calamité aux dimensions épiques ». Dans la seule commune de Derna, les inondations avaient fait « plus de 2 300 morts » et environ 7 000 blessés, a rapporté Oussama Ali, porte-parole du « service de secours et des urgences » libyen.

« Des quartiers entiers de Derna ont disparu, et leurs habitants ont été emportés par les eaux après l'effondrement de deux barrages vieillissants, rendant la situation catastrophique et incontrôlable », avait décrit plus tôt l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU. « Je n'exagère pas en disant que 25 % de la ville a disparu. De très nombreux bâtiments se sont effondrés », a déclaré Hichem Chkiouat, ministre de l'aviation civile et membre du comité d'urgence dans le gouvernement de l'est du pays, a déclaré à l'agence Reuters.

« Les besoins humanitaires dépassent largement les capacités du Croissant-Rouge libyen et même les capacités du gouvernement, a alerté Tamer Ramadan, qui parlait en direct de Tunis. C'est la raison pour laquelle le gouvernement dans l'Est



a lancé un appel à l'aide internationale et nous allons nous aussi lancer incessamment un appel d'urgence.»

LES AIDES HUMANITAIRES VERS LA LIBYE AFFLUENT

Le Parlement arabe et la Commission de l'Union africaine (UA) ont, tous deux, exprimé leur « solidarité et plein soutien » à la Libye, soulignant « la nécessité d'apporter aide et assistance à ce pays face à cette douloureuse épreuve ».

Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, a également ordonné « à l'armée d'apporter toutes les aides humanitaires possibles à la Libye, des équipes de sauvetage, des équipements et des campements pour abriter les rescapés ».

Le Qatar et les Emirats arabes unis ne sont pas en reste, annonçant l'en-

voi d'une aide humanitaire d'urgence aux zones touchées, composée de nourriture, fournitures médicales et d'abris. La Turquie a également annoncé le déploiement d'équipes de recherche et de sauvetage ainsi que du matériel comprenant des tentes, deux véhicules de sauvetage, quatre bateaux et des générateurs.

En Europe, l'Italie a annoncé avoir offert immédiatement l'aide de la Défense pour les zones inondées, tandis qu'une équipe d'évaluation « est sur le départ, coordonnée par la Protection civile », a assuré le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani.

Pour sa part, la France a déclaré « se tenir prête » à répondre aux demandes qui lui seront adressées par les autorités libyennes, ajoutant que

« des moyens sont mobilisés pour apporter une aide d'urgence aux populations sinistrées, en appui des efforts libyens sur le terrain et en coordination avec les Nations unies ».

L'Union européenne (UE) par la voix de son Haut représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borell, a, lui, exprimé sa solidarité avec la Libye, soulignant la disposition de l'UE à fournir l'aide nécessaire pour faire face à cette situation. La tempête Daniel a frappé l'est de la Libye dimanche après-midi, notamment les villes côtières du djebel Akhdar (nord-est), mais également Benghazi, où un couvre-feu a été décrété et les écoles ont été fermées.

Sid Ali

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

L'Algérie envoie en urgence d'importantes aides humanitaires

L'Algérie a décidé, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'envoi en urgence d'importantes aides humanitaires à l'Etat frère de Libye, suite aux pluies torrentielles et aux inondations ayant touché plusieurs villes libyennes, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République.

« En réponse à la demande d'aide aux régions sinistrées formulée par le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi suite aux pluies torrentielles et aux inondations ayant touché plusieurs villes de l'Etat frère de Libye, l'Algérie décide, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'envoi en urgence d'importantes aides humanitaires, constituées de produits alimentaires, de matériel médical, de vêtements et de tentes via un pont aérien de huit (8) avions relevant des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP) », lit-on dans le commu-

niqué.

Ces aides, poursuit le communiqué, expriment « l'engagement de l'Algérie, Gouvernement et peuple, en faveur de la solidarité inconditionnelle sans limites avec le peuple libyen frère en vue de l'aider à surmonter cette douloureuse épreuve ».

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, qui a assuré de la pleine disponibilité de l'Algérie à soutenir, par tous les moyens, l'Etat libyen suite aux inondations dévastatrices qui l'ont frappé, indique un communiqué du ministère.

Lors de cet appel téléphonique, M. Attaf a réitéré à M. El-Menfi « les sincères condoléances au nom de l'Algérie, peuple et gouvernement, suite aux inon-

dations dévastatrices qui ont frappé le pays frère, faisant un grand nombre de victimes entre morts, blessés et disparus, il lui a affirmé également que l'Algérie partage avec la Libye sa douleur et sa peine suite à ce drame », a précisé le communiqué. Le ministre a exprimé également « la pleine disponibilité de l'Algérie à soutenir les frères en Libye par tous les moyens pour atténuer les conséquences de ce drame ».

Pour sa part, M. Mohamed Younes El-Menfi a exprimé « ses profonds remerciements et sa gratitude à l'Algérie pour cet élan de solidarité, qui n'est pas étrange de la part de l'Algérie et de sa direction, qui a toujours aidé le peuple libyen en tout temps et toutes circonstances consacrant ainsi les liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage unissant les deux pays et les deux peuples frères », selon la même source.

Synthèse : R.N.

SÉISME AU MAROC

Rabat refuse l'aides humanitaire de l'Algérie

Le Gouvernement algérien a pris acte de la réponse officielle du Royaume du Maroc qui a déclaré n'avoir pas besoin des aides humanitaires proposées par l'Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

« Dans une déclaration à la presse hier lundi, le ministre marocain de la Justice avait annoncé que le Royaume marocain a accepté les aides humanitaires proposées par l'Algérie, qui seront acheminées en coordination avec le ministère marocain des Affaires étrangères », précise le communiqué. « Sur la base de cette déclaration, le ministère algérien des Affaires étrangères a informé son homo-

logue marocain, par le biais du Consulat général de l'Algérie à Casablanca et le Consulat général du Maroc à Alger, des mesures prises par le Gouvernement algérien pour la mobilisation de trois avions de grande capacité pour le transport des aides humanitaires au Maroc selon les besoins nécessaires en cas de catastrophes naturelles. Le Consul général d'Algérie à Casablanca était en contact avec la cellule de crise créée au niveau du ministère marocain des Affaires étrangères afin d'officialiser la proposition d'aide présentée par l'Algérie », ajoute la même source.

« Alors que l'opération a été parachéevée et après l'assistance des autorités algériennes compétentes du-

rant l'après-midi et la soirée de la journée d'hier, le ministère marocain des Affaires étrangères a pris contact, avant minuit, avec le Consul général algérien à Casablanca », selon le document.

« Le Directeur général du ministère marocain des Affaires étrangères a informé le Consul algérien qu'après évaluation, le Royaume du Maroc n'avait pas besoin des aides humanitaires proposées par l'Algérie », lit-on dans le communiqué.

« Le Gouvernement algérien prend acte de la réponse officielle du Maroc dont on tire les conséquences évidentes », selon la même source.

APS

ALORS QUE LE BILAN DU SÉISME NE CESSE DE S'ALOURDIR

Le Maroc ferme le pays aux aides internationales

Le bilan, toujours provisoire du séisme, avoisine les 3000 morts, selon le ministère marocain de l'intérieur. Le nombre de blessés, jugé graves, se compte par milliers. Dans les endroits recueillis, loin des villes balnéaires, où a frappé le tremblement de terre, la situation est chaotique. Des images, largement relayées par les réseaux sociaux montrent un arrière-pays livré à lui-même.

L'envoyé spécial de France 2 à la localité d'Ouirgane, l'une des communes les plus touchées, raconte : « Ils sont extrêmement nombreux ces sans-abris qui ont tout perdu. Selon l'ONU, ce sont 300 000 personnes qui ont tout perdu. Les personnes trouvent refuge dans des abris de fortune. Ici, ce sont des tentes fournies par un Marocain (...), il y a 25 personnes qui s'entassent dans quatre tentes. La solidarité marocaine fonctionne, par des dons de simples Marocains ».

La presse marocaine, elle-même, rapporte que les survivants recherchent eux-mêmes leurs proches sous les décombres, enterrent leurs morts par leurs propres moyens, et blessés ne sont pas soignés et les rescapés n'ont pas de quoi manger.

Sur la chaîne Chouf TV, un rescapé raconte avoir enterré seul six membres de sa famille, sa femme et ses enfants.

Le journaliste indépendant vivant en Espagne, Ali Lemrabet, a partagé la photo d'un cadavre transporté à dos d'âne.

Le ministère de l'Education nationale marocain a annoncé lundi que 530 écoles et 55 internats ont été endommagés. Sept professeurs sont morts et 39 autres ont été blessés, a également annoncé le ministre, dans un communiqué publié sur Instagram. Les cours ont été suspendus dans 42 localités, dont les provinces de Chichaoua, Taroudant et Al Haouz. La fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a lancé, mardi 12 septembre, un appel de fonds d'environ 100 millions d'euros pour soutenir les opérations de secours au Maroc après le séisme meurtrier qui a touché le pays vendredi. « Nous avons besoin de 100 millions de francs suisses (105 millions d'euros) pour pouvoir répondre aux besoins les plus urgents », pour la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, a déclaré la directrice des opérations du FICR, Caroline Holt, lors d'un point-pressé à Genève.

Pendant ce temps, les autorités marocaines persistent dans son attitude de refuser l'assistance internationale à un peuple en extrême détresse. Pas seulement l'Algérie, des dizaines d'autres pays ont exprimé leur disponibilité à venir en aide à ce peuple. L'Algérie, cependant, se distingue par son insistance auprès de Rabat. Le refus de Makhzen est assimilé chez certains observateurs à une violence politique incroyablement à imaginer.

Hamma S.

COOPÉRATION ALGÉRO-SÉNÉGALAISE

Signature de 13 accords et contrats commerciaux

Treize accords et contrats commerciaux ont été signés, lundi 11 septembre à Alger, entre des opérateurs algériens et sénégalais dans divers secteurs, à l'initiative de l'Organisation algérienne de commerce et de l'investissement social (OACIS) et en présence de l'ambassadeur du Sénégal à Alger. Ces accords et contrats commerciaux ont été conclus dans les domaines de l'industrie, dans les filières de sécurité industrielle, des matériaux de construction, de l'industrie cosmétique, ainsi que dans le domaine agricole, les détergents de nettoyage et le mobilier scolaire, à l'issue de visites de terrain effectuées par des opérateurs sénégalais opérant dans diverses spécialités.

Au terme de ces accords commerciaux, la partie algérienne entame une première livraison de divers produits, objets de contrats, aux opérateurs sénégalais et les deux parties s'engagent dans «un partenariat stratégique au service de leurs intérêts communs». Au cours de la même cérémonie, l'OACIS, représentée par son président, Djaber Bensdira et l'Union des prestataires, des industriels et des commerçants sénégalais (UPIIC), représentée par son secrétaire général, Djibrilou Ba ont signé une convention de coopération, axée sur l'accompagnement des opérateurs économiques des deux pays, l'échange des expériences et l'organisation des formations techniques sur des thèmes précis, l'électroménager et la transformation des produits halieutiques notamment. En marge de cette cérémonie, l'ambassadeur du Sénégal à Alger, Serge Dieye s'est félicité de ces accords commerciaux, les qualifiant d'«extrêmement importants» dans le renforcement des relations économiques bilatérales.

Il a dans ce sens ajouté que sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue sénégalais, M. Macky Sall, plusieurs actions de coopération sur les plans aussi bien politique qu'économique ont été entreprises pour consolider les liens entre les deux pays. Il a cité entre autres la prochaine ouverture de la banque algérienne à Dakar et le show-room des produits algériens, outre le lancement de la ligne maritime commerciale Algérie-Sénégal et le renforcement des dessertes aériennes d'Air Algérie vers Dakar. Le diplomate a, par ailleurs, assuré que le volume d'échange entre les deux pays qui ne dépasse pas 20 millions de dollars ne reflète pas leurs capacités, affirmant que l'objectif des deux parties est de tripler ce volume d'échange dans les deux ans à venir.

De son côté, M. Bensdira a mis en avant les avantages qu'offre la loi sur les investissements aux opérateurs économiques en quête de marchés étrangers et énuméré auprès des opérateurs présents les différentes formules et facilitations proposées, notamment la subvention à hauteur de 50% du coût de transport, l'accompagnement à travers les différentes étapes du processus de l'exportation et les avantages fiscaux. Il a dans le même volet indiqué que l'OACIS organise en décembre prochain une visite au Sénégal, au profit de patrons de 50 entreprises algériennes activant dans 15 filières pour s'enquérir des opportunités d'échanges commerciaux.

R.E

UNE COMMISSION MISE EN PLACE POUR ASSURER SON EXÉCUTION

Le plan national pour la préservation du cheptel en marche

Une commission œuvrera à préserver le cheptel, les races, et à les améliorer en genre et en nombre, ainsi qu'à renforcer le développement durable dans les zones pastorales.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, lundi 11 septembre 2023, l'installation de la Commission sectorielle chargée de l'exécution du plan national de préservation et de développement du cheptel (têtes ovines, bovines, caprines, camelines et chevalines), dans le but de préserver le bétail et les races, et les améliorer tout en renforçant le développement durable dans les régions pastorales. La cérémonie d'installation s'est déroulée, dimanche 10 septembre au siège du ministère, en présence du Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), du Secrétaire général de la chambre nationale d'agriculture, de cadres centraux et de directeurs d'instituts scientifiques et de recherche sous tutelle, ainsi que de directeurs d'entreprises publiques économiques et d'offices concernés.

Cette commission œuvrera à préserver le cheptel, les races, et à les améliorer en genre et en nombre, ainsi qu'à renforcer le développement durable dans les zones pastorales. Le ministère assure que le travail de cette commission sera réparti sur 4 axes majeurs qui consisteront, en premier lieu, à actualiser le recensement pour définir la taille du troupeau et sa qualité, à travers la mise au point de données dans le but de développer et d'accroître ce dernier.

Le deuxième axe concernera l'alimentation, et devra garantir un approvisionnement constant en orge à long terme d'année pour l'ensemble du cheptel, mais servira aussi à la facilitation de l'approvisionnement en fourrage composé et enrichi, ainsi qu'à la révi-



sion et l'actualisation du système des trois tiers.

La prise en charge de l'élevage représente donc le troisième axe, celui-ci opte pour la sélection génétique des caractéristiques distinctes afin de faciliter la reproduction et améliorer son efficacité, tandis que le dernier axe se focalise sur le système de santé animale en vue de renforcer le contrôle vétérinaire et criminaliser l'abattage des femelles. A ce propos, le ministère a mis en avant «le rôle pivot de l'ensemble des instituts de recherche sous tutelle, à travers leurs contributions scientifiques et techniques dans la mise en œuvre de

ce plan national de protection et développement du cheptel», soulignant que la commission s'élargira pour inclure des représentants des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de l'Industrie.

Le Secrétaire général (SG) de l'UNPA s'est félicité de l'installation de cette commission et de toutes les mesures adoptées qui contribueront à la protection de la richesse animale, conclut le communiqué.

Synthèse Sofiane Ait Kaci

FINANCES

Laaziz Faïd reçoit le président de l'OAIDA

Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a reçu lundi en audience, le président de l'Organisme Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricole (OAIDA), Mohamed Ben Oubeid Al-Mazroui, à la tête d'une délégation de son institution, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a constitué une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'OAIDA, en vue notamment de «stimuler l'investissement agricole et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en matière de diversification», souligne la même source.

A cette occasion, M. Faïd a souligné l'importance qu'accorde l'Algérie au développement du secteur

agricole, s'inscrivant au cœur de la stratégie nationale de diversification et de renouveau économique», précisant que «cette importance est accentuée au regard du contexte mondial caractérisé par les perturbations en matière d'approvisionnement de certains produits alimentaires de base, ayant induit certains pays à confronter une insécurité alimentaire conséquente». Dans ce cadre, affirme le communiqué, le ministre a invité l'OAIDA à consentir «plus d'efforts pour appuyer le développement du secteur agricole dans les pays arabes, notamment en Algérie qui est engagée dans un processus d'amélioration de son climat des affaires à travers, notamment, la revue du cadre légal régissant entre autres l'investissement et le

foncier économique et agricole et ce, à l'effet d'offrir plus de facilitation et d'incitation aux investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers». Il a également mis l'accent sur «l'importance pour l'OAIDA de renforcer davantage son appui en termes de transfert de savoir et de renforcement des capacités à même d'accompagner les agriculteurs algériens pour s'imprégner des meilleures pratiques internationales en matière de production agricole». Pour sa part, M. Al-Mazroui, a salué «les efforts consentis par l'Algérie pour asseoir les bases d'une croissance agricole durable», tout en réitérant «l'engagement de son institution à accompagner cet élan d'amélioration du secteur agricole à travers le renforcement des investissements de son

institution en Algérie». Le ministre a, par ailleurs, rappelé que l'OAIDA est une institution financière arabe, créée en 1976, dans le but de soutenir le développement agricole dans les pays arabes, en appuyant les sociétés activant dans ce domaine. Elle possède une vaste expérience dans le domaine de l'investissement agricole et de la transformation. Afin de réaliser des bénéfices élevés pour les actionnaires, l'OAIDA veille à ce que les entreprises soient constituées selon des critères d'investissement professionnels, lesquels relèvent de quatre secteurs principaux, à savoir : la production animale, la production végétale, les industries agro-alimentaires et les services agricoles.

R.E

ASSURANCES

Ouverture à Sétif de la première agence d'"El Djazair Takaful"

L'entreprise publique "Algerian General Takaful" appelée "El Djazair Takaful" a procédé à l'ouverture de sa première agence à Sétif en vue de renforcer sa présence et élargir le réseau de ses agences, a indiqué, hier, un communiqué de l'Entreprise. Le Président directeur général (PDG) de cette entreprise publique, Mahfoud Ziane Bouziane avait présidé, lundi, l'ouverture de l'agence sise dans

la commune d'El Eulma, en présence des autorités locales et de représentants des guichets islamiques des banques publiques, ajoute le communiqué.

Pour rappel, l'entreprise publique "Algerian General Takaful" a été créée avec la contribution de tous les opérateurs publics des secteurs des assurances et des banques. Quatre compagnies publiques d'assurances (SAA, CASH as-

surance, CAAT et CAAR) et les six banques publiques à savoir la CNEP banque, la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR), la Banque de développement local (BDL) et le Crédit populaire algérien (CPA) participent au capital de l'entreprise.

R.E



CONSTANTINE

L'association de protection de la nature et de l'environnement fait l'exception



La campagne de nettoyage des établissements scolaires à la wilaya de Constantine organisée depuis vendredi sous le slogan "Rentrée scolaire dans un environnement propre", a été marquée par une participation efficace de l'association de protection de la nature et de l'environnement, a déclaré lundi son président Abdelmadjid Sebbih. L'APS a assisté à une partie des travaux de l'initiative de cette association qui portent entre sur l'entretien des arbres et plantes aromatiques, la collecte des résidus des herbes et plantes nuisibles en plus de la création de nouveaux espaces verts et la modernisation du système d'arrosage. Dans ce cadre, le président de l'association a indiqué que l'action de

bénévolat a ciblé 5 établissements scolaires des différents paliers d'enseignement à la commune d'Ain Abid, ajoutant que l'opération devra se poursuivre selon un programme ciblant 5 établissements scolaires chaque jour à travers tout le territoire de la wilaya. L'association a étendu son action pour toucher également l'environnement extérieur des établissements scolaires notamment les espaces limitrophes et les routes menant vers les établissements d'enseignement scolaire, a précisé M. Sebbih. Il a ajouté que l'association a appelé les citoyens, les élèves et leurs parents notamment à participer à l'opération de plantation d'arbres et de fleurs dans le périmètres immédiats des infrastructures ciblées. Il a indiqué que l'ob-

jectif de faire impliquer toutes les couches de la société dans cette opération est de faciliter leur adhésion aux efforts d'assainissement du milieu scolaire, les sensibiliser sur l'importance de le préserver en plus, a ajouté le même responsable, de faire ancrer l'esprit d'initiative parmi elles (les couches de la société). L'initiative a été menée en collaboration avec la direction de l'Éducation, la fédération des parents d'élève en présence du chef du daïra d'Ain Abid, du président de l'Assemblée populaire communale APC de cette même collectivité locale, des élus locaux en plus d'établissements publics chargés des espaces verts et le staff administratif et pédagogique des établissements scolaires ciblés.

PARTENARIAT
Convention entre
l'Université de
Tlemcen et le
Bassin
hydrographique
Oran "Chott
Chergui"

L'Université "Abou Bekr Belkaïd" de Tlemcen a signé, dernièrement, une convention de coopération et de partenariat avec l'Agence du bassin hydrographique "Oranie Chott Chergui" pour encourager la recherche scientifique et le développement technologique dans le secteur des ressources en eau, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Le communiqué de la cellule de communication a indiqué que cette convention permet de contribuer efficacement au développement de la recherche scientifique en combinant formation et application sur le terrain afin d'insérer rapidement le nombre d'étudiants dans le tissu économique et proposer des solutions et des idées par des étudiants chercheurs pour apporter des solutions à des difficultés auxquelles pourraient faire face les entreprises activant dans le secteur des ressources en eau.

Cette initiative permet également des échanges, notamment en ce qui concerne l'encadrement des stagiaires et le développement des compétences des personnels relevant de l'Agence du bassin hydrographique "Oranie Chott Chergui", en plus de l'organisation de sessions de formation de moyenne et longue durées, selon la même source.

Cette convention porte aussi sur la création d'unités de recherche et de laboratoires associés et des études et analyses dans divers domaines liés au secteur des ressources en eau.

GUELMA

Création de près de 8.700 postes de travail en 8 mois

Pas moins de 8.694 postes d'emploi entre permanent et provisoire ont été créés durant les 8 premiers mois de l'année 2023 à Guelma englobant diverses activités professionnelles et artisanales dans les secteurs public et privé, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de l'Emploi.



Les nouveaux postes d'emploi créés de janvier à fin août 2023 sont répartis sur des activités relevant du secteur public et celui privé tels que l'agriculture, le bâtiment, les travaux publics, l'industrie, le commerce, les services, l'artisanat et les micros entreprises en plus du transport public des voyageurs, le transport des marchandises, a précisé à l'APS le chef de service "Promotion de l'emploi et de la

formation professionnelle" auprès de la Direction de l'Emploi Azedine Missiyad.

Il a été procédé à la création durant cette période de 7.612 postes d'emploi temporaire dans les secteurs public et privé contre 1.082 postes d'emploi permanents dans ces deux secteurs, a ajouté le même responsable, précisant que ces données ont été collectées de concert avec les différentes administrations publiques supervisant

ces secteurs d'activité.

Le secteur agricole (public et privé) a offert à lui seul 86% du total des postes d'emploi soit 7.465 postes d'emploi dont 7.363 postes de travail temporaire en rapport avec les campagnes de plantation et de cueillette des produits agricoles suivi de l'activité industrielle qui a permis la création durant la même période de pas moins de 492 postes d'emploi dont 450 postes de travail

permanents dans le secteur privé, a détaillé la même source.

En 2022, pas moins de 17.648 postes de travail entre permanent et provisoire avaient été créés dans différents domaines (public et privé) à travers la wilaya de Guelma dont 8.413 postes de travail dans le secteur agricole (public et privé) et 2.633 postes de travail dans le secteur industriel, selon la même source.

MOSTAGANEM

Rencontre sur l'adaptation des capacités universitaires au marché du travail concurrentiels

Une rencontre internationale d'évaluation du projet de coopération européenne avec comme thème "l'adaptation des capacités universitaires au marché du travail", se tient à l'université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem, a-t-on appris du vice-recteur chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'animation et de la communication de cet établissement d'enseignement supérieur. Cette rencontre, inscrite dans le cadre du projet "renforcement des capacités des étudiants universitaires en prévision de l'adaptation au marché du travail régional dans

le cadre du développement durable" et du projet de coopération européen "Erasmus", enregistre la participation de sept universités de Mostaganem et de Tlemcen (Algérie), l'université technique de Riga Latvia (Lettonie), l'université technique de Dresde (Allemagne), l'université du Nil (Egypte), l'université pour la technologie "Princesse Sumaya" et l'université des sciences et technologie d'Irbid (Jordanie). Les participants aborderont, quatre jours durant, les activités dans le cadre de ce projet et leur concrétisation, notamment en ce qui

concerne la création du centre de formation destiné aux étudiants en architecture, a-t-on indiqué. En outre, les experts participants procéderont à l'évaluation des résultats des différentes initiatives et à l'encouragement de la coopération et d'échange d'expériences entre les différentes universités participantes à cette rencontre, ouverte ce lundi. Ce projet vise à former un groupe de diplômés universitaires pour acquérir, en plus de connaissances académiques, le savoir-faire dans les domaines sociaux pour les adapter aux différents environnements du travail, a ajouté la même source.



ITALIE

PAUL POGBA TESTÉ POSITIF À LA TESTOSTÉRONE

Empêtré dans les blessures à répétition, Paul Pogba est au cœur d'une nouvelle tempête. Le milieu de terrain français a été testé positif à la testostérone lors du match de la Juventus Turin contre l'Udinese, le 20 août dernier selon de nombreux médias italiens. Pogba n'était pas entré en jeu lors de cette rencontre. Il a été suspendu de manière provisoire.

L'information a fait l'effet d'une bombe en Italie. Ce lundi en fin d'après-midi, la principale agence de presse italienne ANSA a annoncé que Paul Pogba a été testé positif à la testostérone en marge du déplacement de la Juventus sur la pelouse de l'Udinese (0-3), le 20 août dernier, lors de la première journée de Serie A. L'international français n'était pas entré en jeu durant cette rencontre. Rapidement, la nouvelle a été également confirmée par différents médias, dont La Gazzetta dello Sport et le Corriere della Sera.

Le milieu de terrain a ainsi été suspendu à titre provisoire, a déclaré à l'AFP l'Agence italienne antidopage (Nado). "Le Tribunal national antidopage informe que conformément à la recommandation du procureur national antidopage, il a prononcé la suspension à titre provisoire de Paul Pogba", a indiqué la Nado. La sanction a été prononcée pour "violation des articles 2.1 et 2.2 pour la présence des substances prohibées sui-

vantes: métabolites de testostérone", a-t-elle ajouté.

LA JUVE ATTEND LA CONTRE-EXPERTISE

La Juve a seulement écrit qu'elle "se réserve la possibilité d'évaluer les prochaines étapes de la procédure", laissant entendre qu'elle attendait la suite, et donc la contre-expertise. Après trois journées de Serie A, Paul Pogba, entré deux fois en cours de rencontres (face à Bologne et Empoli, ndlr), compte 52 minutes de jeu. Il avait confié ces dernières heures avoir envisagé d'arrêter sa carrière après avoir été victime d'une tentative d'extorsion de fonds.

"J'ai eu une année difficile, alors j'ai cette rage, cette envie de jouer au football et d'en profiter jusqu'à la fin de ma carrière. C'est comme si j'avais à nouveau 18 ans", avait notamment dit le champion du monde dans un entretien sur Al Jazeera diffusé lundi. Il risque une suspension de quatre ans si les contre-analyses confirment une présence de testostérone dans ses urines après Udinese-Juve.



MERCATO

BERNARDO SILVA, DRAXLER, GIGOT, SANCHO, MANCHESTER UNITED, BARÇA

Le FC Barcelone continue de rêver de Bernardo Silva, dont la clause libératoire vient d'être révélée, mais également de Dani Olmo, Samuel Gigot aimerait finir sa carrière à l'OM, Manchester United envisagerait un départ de Jadon Sancho lors du mercato hivernal et serait tenté par la piste Anwar El Ghazi, Julian Draxler pourrait finir la saison au PSG.

GIGOT AIMERAIT FINIR SA CARRIÈRE À L'OM

Lié à l'OM jusqu'en juin 2025, Samuel Gigot a déclaré sur BFM Marseille qu'il aimerait finir sa carrière avec le club olympien. "Ce serait un kiff si je pouvais arrêter ma carrière à l'OM, s'ils veulent encore de moi" a déclaré le défenseur de 29 ans. Depuis le début de la saison, l'ancien joueur du Spartak Moscou a joué trois matches de L1 en qualité de titulaire (ndlr : contre Reims, Brest et Nantes) mais est resté sur le banc à Metz (2-2).

LA CLAUSE LIBÉRATOIRE DE BERNARDO SILVA EST CONNUE

Selon les révélations de Mundo Deportivo, la clause libératoire de Bernardo Silva, qui a prolongé cet été avec Manchester City jusqu'en juin 2026, serait d'environ 58 millions d'euros. Le quotidien espagnol précise que le souhait du milieu international portugais, priorité de Xavi lors du dernier mercato, serait de rejoindre le FC Barcelone à l'avenir.

LE BARÇA VISE DANI OLMO

En plus du dossier Bernardo Silva, le FC Barcelone suit Dani Olmo, le milieu offensif du RB Leipzig. Le joueur de 25 ans a également rempli cet été, jusqu'en juin 2027, avec une clause libé-

toire estimée à 60 millions d'euros, annonce Mundo Deportivo.

DRAXLER POURRAIT RESTER AU PSG

Annoncé proche d'Al-Ahli (Arabie Saoudite), Julian Draxler pourrait rester toute la saison au Paris Saint-Germain et aller au bout de son contrat, soit jusqu'en juin 2024, révèle L'Equipe. L'international allemand, également suivi en Turquie, serait prêt à rester à l'écart pendant toute la durée de l'exercice 2023-24. En effet, l'ancien joueur de Schalke 04 n'est pas dans les plans de Luis Enrique.

MANCHESTER UNITED ENVISAGE UN DÉPART DE SANCHO CET HIVER...

Jadon Sancho a-t-il joué son dernier match avec Manchester United contre Nottingham Forest (3-2) le 26 août dernier ? Alors que l'ancien joueur de Dortmund, acheté 85 millions d'euros à l'été 2021, a répondu à Erik ten Hag sur les réseaux sociaux après la défaite à Arsenal (2-3, 3 septembre), The Daily Star annonce que les Red Devils envisageraient un départ du joueur de 23 ans lors du mercato hivernal.

...ET CIBLERAIT EL GHAZI POUR LE REMPLACER

Outre l'affaire Jadon Sancho, Antony, visé par des accusations de violences conjugales, a été écarté provisoirement par Manchester United. Ainsi, les Red Devils envisageraient de recruter Anwar El Ghazi pour se renforcer sur les ailes. L'ancien Lillois pourrait rapidement rejoindre le club du Nord de l'Angleterre puisqu'il est actuellement libre de tout contrat depuis son départ du PSV Eindhoven cet été.

TENNIS

RAFAEL NADAL VEUT REVENIR POUR L'OPEN D'AUSTRALIE 2024

Absent des courts depuis l'Open d'Australie 2023, et sa défaite au deuxième tour contre Mackenzie McDonald (6-4, 6-4, 7-5), Rafael Nadal souhaite effectuer son retour à Melbourne, en janvier prochain, a annoncé lundi son oncle Toni Nadal à El-Desmarque. Au printemps dernier, l'homme aux 22 sacres en Grand Chelem a annoncé que 2024 devrait être sa dernière année en tant que joueur professionnel.

Quand reverrons-nous Rafael Nadal sur un court ? Absent depuis l'Open d'Australie 2023, et sa défaite au deuxième tour contre Mackenzie McDonald (6-4, 6-4, 7-5), l'Espagnol de 37 ans, opéré de la hanche gauche au printemps dernier pour traiter sa blessure au tendon du psaos-iliaque, "souhaite revenir à Melbourne tout va bien", a annoncé lundi son oncle Toni Nadal à ElDesmarque, tout en ajoutant que sa phase de récupération "se passait bien". Comme le précise la presse espagnole, l'homme aux 22 victoires en Grand Chelem pourrait également, si son physique le permet, participer à Roland-Garros puis aux Jeux olympiques de Paris (26 juillet au 11 août). Courant mai, en conférence de presse, Rafael Nadal a annoncé que 2024 devrait être sa "dernière année" en tant que joueur professionnel. "Ce furent des années difficiles, même si les victoires le masquent", a ajouté l'ex-numéro 1 mondial, redescendu au 239e rang à l'ATP. En 2024, Rafael Nadal aura-t-il l'ambition de revenir sur Novak Djokovic, qui a gagné son 24e Majeur dimanche dernier lors de l'US Open "Cela semble très difficile", a déjà écarté Toni Nadal d'un revers de la main.

FOOTBALL / AG ELECTIVE DE LA FAF

Walid Sadi seul candidat à la présidence

Walid Sadi sera finalement seul candidat à la présidence de la Fédération algérienne de football (FAF), lors de l'Assemblée électorale du 21 septembre courant, après le rejet des recours introduits par ses deux concurrents, Meziane Ighil et Abdelkrim Medaouar, respectivement pour "mandatement non réglementaire" et "absence de diplôme universitaire".

"Après avoir minutieusement examiné les dossiers des candidats Meziane Ighil et Abdelkrim Medaouar, la Commission de recours a décidé de les rejeter l'un comme l'autre", a indiqué l'instance dans un communiqué, diffusé hier après-midi sur le site officiel de la Fédération algérienne de football.

"Mr Meziane Ighil ne peut pas prétendre à la fonction de Président de la FAF en raison d'un mandatement non réglementaire. Même Mr Ali Fergani, présent dans la liste de Mr Meziane Ighil ne peut pas prétendre à la fonction de membre du Bureau Fédéral, car ayant déposé ses documents hors délai. Le dossier est donc rejeté" a-t-on commencé par détailler de même source.

"Idem pour Mr Abdelkrim Medaouar, dont le dossier a été rejeté pour manque de diplôme universitaire. Donc, il ne pourra pas prétendre à la fonction de Président de la FAF" a-t-on ajouté.

La Commission de recours pour les élections de la présidence de la Fédération algérienne de football, prévues lors de l'AGE du 21 septembre courant, s'est réunie lundi et mardi



pour étudier ces dossiers et se prononcer sur chacun des deux cas.

"Les décisions de la commission de recours seront notifiées aux candidats concernés" conclut le communiqué.

De ce fait, Walid Sadi, membre du Conseil d'administration de

l'Entente Sportive de Sétif (Ligue 1 Mobilis) et ancien membre du Bureau fédéral sera seul candidat à la présidence de la FAF, pour succéder à Djahid Zefizif, qui avait démissionné la mi-juillet dernier, après avoir échoué dans sa quête de briguer un poste de membre au

sein du Comité exécutif de la Confédération africaine de football (COMEX). Zefizif avait été élu à la tête de la FAF le 7 juillet 2022, en remplacement de Charaf-Eddine Amara, lequel avait également démissionné en mars 2022.

R.S.

VOLLEY / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE 2023 (MESSIEURS - FINALE)

L'Algérie en quête d'un troisième titre continental face à l'Egypte

La sélection algérienne de volley-ball masculine défiera son homologue égyptienne en finale du Championnat d'Afrique des nations 2023, aujourd'hui (17h00) au complexe olympique du Caire, avec la ferme intention de soulever un troisième trophée continental qui lui échappe depuis 30 ans.

Qualifié en finale au bout du suspense devant la Libye (3-2: 18-25, 25-15, 33-35, 25-22, 15-11), le Six national est toujours vaincu depuis le début de cette 24e édition du Championnat d'Afrique, enchaînant deux succès en phase de poules dont un devant l'Egypte (3-0), avant d'écarter, respectivement, le Ghana en huitièmes et le Rwanda en quarts sur le même score de 3 sets à 0.

C'est donc en favoris que Mohamed Amine Oumessad et ses coéquipiers aborderont cette finale face aux Egyptiens qui se sont qualifiés aux dépens des Camerounais sur le score de 3 sets à 1 (25-13, 25-23, 20-25, 29-27).

Le sélectionneur national, Krime Bernaoui, qui faisait partie du dernier sacre algérien en 1993 en tant que joueur, a estimé que son équipe a déjà atteint son objectif en atteignant la finale, notamment

après avoir raté la dernière édition disputée au Rwanda en 2021.

"Je tiens d'abord à féliciter mes joueurs, auteurs d'un match héroïque en demi-finale face à la Libye, qui nous avait battu en finale des Jeux sportifs arabes à Alger en juillet dernier. Après avoir raté la dernière édition du Championnat d'Afrique, nous sommes parvenus à atteindre la finale pour notre retour sur la scène continentale, ce qui constitue déjà une grande performance", a déclaré le coach algérien au site de la Confédération africaine de la discipline (CAVB).

Avant d'enchaîner : "Maintenant, place à la récupération avant de préparer la finale dans deux jours". De son côté, le président de la Fédération égyptienne de la discipline, Yasser Qamar, a estimé que les retrouvailles entre l'Algérie et l'Egypte en finale du Championnat d'Afrique après 14 ans, prouvent que le volley-ball algérien est de retour à son meilleur niveau.

"Cette édition du Championnat d'Afrique a enregistré la participation des meilleures équipes du continent, avec des niveaux qui se valent. La finale contre l'Algérie s'annonce explosive entre deux

équipes qui espèrent soulever le trophée qui leur échappe depuis quelques années. Que le meilleur gagne", a-t-il dit.

Les sélections algérienne et égyptienne se sont affrontées à deux reprises en finale de la compétition dont la dernière remonte à l'édition 2015 au Maroc avec une victoire des Pharaons (3-0). La première finale entre les deux nations s'est déroulée en 1991 au Caire avec une consécration du six algérien (3-2).

Au palmarès du Championnat d'Afrique, l'Algérie possède deux trophées (1991, 1993), alors que l'Egypte compte huit victoires, dont la dernière remonte à 2015. A la faveur de leur qualification en finale de cette 24e édition du Championnat d'Afrique des nations, qui a enregistré la participation de 15 pays, l'Algérie et l'Egypte ainsi que le vainqueur du match pour la troisième place entre le Cameroun et la Libye, sont qualifiés à la phase finale du Championnat du monde 2025, qui réunira pour la première fois 32 pays.

La dernière édition du Championnat d'Afrique des nations masculin, disputée en 2021 au Rwanda, avait été remportée par la Tunisie devant le Cameroun (3-1).

R.S.

BOXE/TOURNOI PRÉ-OLYMPIQUE (3E JOURNÉE)

Onze boxeurs algériens en quarts de finale

Onze (11) boxeurs algériens, avec en tête la championne Imane Khelif (66 kg), se sont qualifiés lundi soir aux quarts de finale du tournoi pré-olympique qualificatif aux JO-2024 de Paris, qui se poursuit à Dakar.

Il s'agit chez les dames de Imane Khelif (66kg) qui a éliminé aux 8es de finale, la Marocaine Oumayma Bel Ahbib, Boualem Roumaïssa (51kg) vainqueur de Ngesheya Ndapandura (Namibie), Abdelkader Hadjala Fatma-Zohra (54 kg) directement qualifiée aux quarts, Selmouni (57 kg) qui a validé son ticket en dominant la Malienne Fatoumata Camara, et Khelif Hadjila (60 kg) dominatrice de l'Egyptienne Mohamed Rahma Mahfouz.

Pour les messieurs, le dernier qualifié algériens pour les quarts est Hichem Maouche (57 kg) qui a défait le Malien Abdoul Karim Bathily. Il rejoint ainsi ses compatriotes Meziane Mohamed (51kg), qualifié aux dépens du Togolais Olivier Vlavounou, Jugurtha Ait Bekka (63,5 kg) tombeur du Botswana Seitshiro Kabo Collen, Mohamed Houmri (92 kg) qui a écarté le Libyen Mohamed Irfaydhah, Younes Nemouchi (80 kg) qui a battu l'Ougandais Bwogi Shadiri, et Mourad Kadi (+92 kg) qui a pris le dessus sur le Ghanéen Akankolim David Bawah.

Les combats des quarts de finale sont prévus mercredi de 11h00 à 19h00 (heures algériennes), alors que les demi-finales sont programmées pour le jeudi (même horaire). Les finales auront lieu vendredi de 11h00 à 17h45, selon le site olympics.com. Composée de 12 pugilistes (7 messieurs et cinq dames), la sélection algérienne est conduite par les entraîneurs nationaux, Ahmed Dine et Noureddine Toulbini (messieurs) et Abdelhane Kenzi et Mohamed Chaouia (dames).

Au tournoi pré-olympique de Dakar, uniquement le vainqueur valide son billet aux JO de Paris chez les messieurs, alors que les finalistes de chaque catégorie se qualifieront chez les dames.

ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS ARABES U18

L'Algérie sacrée chez les garçons

La sélection algérienne (U18/Garçons) d'athlétisme est sacrée championne arab 2023, lundi soir au Sultanat d'Oman, où elle a réalisé une moisson de 18 médailles (6 or, 7 argent et 5 bronze). Sur le podium, les jeunes algériens ont devancé le Maroc (2e : 3 or, 1 argent et 2 bronze), au moment où l'Arabie saoudite a échoué au pied du podium (4e : 2 or, 2 argent et 4 bronze), devant la Tunisie (5e : 2 or et 1 argent). Chez les filles, la participation algérienne a été un peu moins reluisante, puisque ses jeunes représentantes se sont contentées d'une modeste quatrième place (2 or, 5 argent et 10 bronze). Le podium est composé de l'Egypte, sacrée avec 7 or, 5 argent et 2 bronze, le Maroc (2e : 7 or, 3 argent, 3 bronze) et la Tunisie (3e : 4 or, 6 argent et 1 bronze).

Au classement général, l'Algérie a terminé 3e, avec un total de 35 médailles : 8 or, 12 argent, 15 bronze. Le Maroc a été sacré avec 13 or, 10 argent et 5 bronze, devant l'Egypte (10 or, 6 argent et 4 bronze).

L'Algérie avait engagé un total de 38 athlètes dans cette compétition, organisée du 8 au 11 septembre dans le Sultanat d'Oman, avec l'objectif de bien représenter les couleurs nationales.

R.S.

ESPAGNE

En Catalogne, les indépendantistes affichent leur unité

La journée du lundi 11 septembre, c'est la journée de la Catalogne. Et comme chaque année, des milliers d'indépendantistes sont sortis dans les rues à Barcelone. Une démonstration de force alors que les Catalans sont les faiseurs de roi dans la formation d'un prochain gouvernement dans le pays. Ils étaient 800 000 selon les organisateurs, 115 000 selon la police locale, dans les rues de Barcelone lundi. Mais qu'importe les chiffres : les indépendantistes catalans semblaient surtout un peu plus unis que d'habitude. « On dirait que les partis se sont rendus compte qu'ensemble, on a plus de force et on obtiendra plus qu'en s'insultant », confie Vicens Montserrat, comptable à Gérone. La droite et la gauche indépendantiste ont un futur commun : négocier avec le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez, qui a besoin de leur soutien pour rester au pouvoir. Un soutien conditionné par les sécessionnistes à l'amnistie des leurs et à un nouveau référendum. Mais les manifestants sont sceptiques, à l'image de Carme Matilla : « Je n'y crois pas une seconde et je pense que rien ne se fera. Ils convoqueront de nouvelles élections plutôt que céder sur l'amnistie et le reste. » D'autres ont peur que leurs responsables politiques reviennent leurs exigences à la baisse. Sur scène, l'organisatrice Dolors Feliu a rappelé l'objectif : « N'importe quelle négociation doit se faire pour l'indépendance. » Barcelone et Madrid ont encore deux mois pour trouver un terrain d'entente.

MADAGASCAR

Le président du Sénat renonce à ses attributions présidentielles

La candidature d'Andry Rajoelina a été validée par la Haute Cour Constitutionnelle, malgré sa double nationalité. Comme la loi le prévoit, il a donc démissionné deux mois avant le scrutin. Mais coup de théâtre samedi, le président du Sénat qui doit assurer l'intérim à décider de renoncer à exercer ses attributions présidentielles pour "des raisons personnelles". Les précisions sur place de notre correspondante Gaëlle Borgia.

RUSSIE

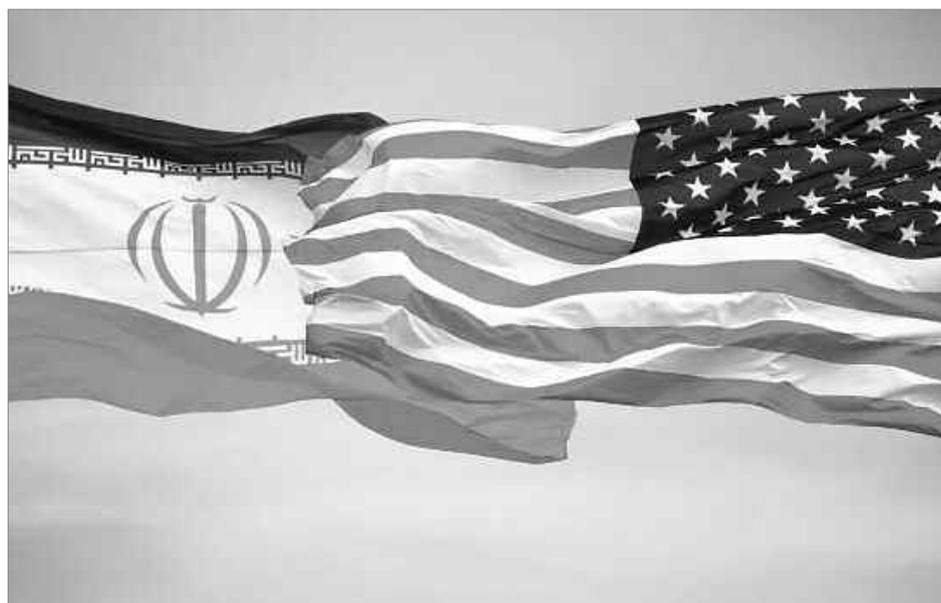
Kim Jong-un est arrivé à Moscou

Parti dimanche de Pyongyang à bord d'un train blindé, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un est arrivé en Russie mardi 12 septembre, où il doit parler de sujets "sensibles" avec le président russe Vladimir Poutine dans les jours à venir, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par l'agence russe Ria Novosti. Kim Jong-un doit s'entretenir avec l'homme fort du Kremlin lors de son premier voyage à l'étranger depuis le début de la pandémie de Covid-19. Le sommet avec Vladimir Poutine doit se tenir dans les prochains jours quelque part dans l'Extrême-Orient russe. Moscou n'a cependant précisé ni la date ni le lieu de la rencontre. Le président russe se trouve actuellement à Vladivostok, dans la région du Littoral, pour un forum économique annuel qui se termine mercredi. Mais la rencontre doit avoir lieu dans un autre cadre, selon Dmitri Peskov. Ce dernier a indiqué aux médias russes que les deux dirigeants allaient discuter notamment de sujets "sensibles" sans prêter attention "aux mises en garde" américaines. Washington craint que Moscou s'approvisionne en armes pour ses opérations militaires en Ukraine auprès de la Corée du Nord, elle-même sous sanctions à cause de ses programmes nucléaire et de missiles. "En bâtissant nos relations avec nos voisins, y compris la Corée du Nord, l'important pour nous est l'intérêt de nos deux pays, et pas les mises en garde de Washington", a-t-il déclaré.

ÉTATS-UNIS-IRAN

Vers un accord pour un échange de prisonniers

Washington et Téhéran sont à un pas d'un échange de prisonniers. Un accord, en négociation depuis plusieurs semaines, est sur le point d'être finalisé. Il implique aussi un important volet financier. Mais cet accord fait grincer des dents chez les républicains américains.



Quelque 6 milliards de dollars devraient bientôt rentrer dans les caisses iraniennes. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a informé lundi le Congrès que l'administration va exempter de sanctions des banques de plusieurs pays pour qu'elles puissent transférer des fonds à l'Iran. Ces 6 milliards de dollars correspondent à une facture due par la Corée du Sud, grande consommatrice de pétrole iranien. La somme est gelée

depuis que l'administration Trump a quitté l'accord nucléaire iranien et imposé de lourdes sanctions à Téhéran. Cet argent va être transféré vers la banque centrale du Qatar et servir, selon des sources à Washington, à des dépenses humanitaires de la République islamique. Cela va surtout permettre la libération de cinq Américains ou binationaux détenus en Iran. Quatre avaient déjà quitté, début août les geôles iraniennes pour une assignation à résidence, signe de

négociations en cours. En échange, les États-Unis vont libérer cinq Iraniens détenus sur leur sol.

Tout cela intervient à quelques jours de l'Assemblée générale des Nations unies. Les présidents iranien et américain y participeront. Les ténors républicains dénoncent cet accord avec un pays qu'ils considèrent comme terroriste. Et ils soulignent que l'annonce intervient le jour de l'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.

RD CONGO

Des centaines d'habitants expulsés au nom de la "transition verte"

Des centaines d'habitants expulsés au nom de la "transition verte" En République démocratique du Congo, la course à l'extraction de cobalt et de cuivre, utilisée pour les batteries électriques, a conduit à l'expulsion de plusieurs centaines d'habitants, selon un nouveau rapport d'Amnesty International. L'ONG y dénonce des violations des droits humains commises au nom de la transition écologique. Des avenues entières ont été rayées de la carte. En République démocratique du Congo, l'extraction minière ne connaît pas de trêve, au détriment, bien souvent, des populations locales. Selon l'ONG Amnesty International, l'expansion des mines industrielles de cobalt et de cuivre a conduit à l'éviction forcée de plusieurs centaines d'habitants dans la province de Lualaba, dans le sud du pays, et en particulier dans la ville minière de Kolwezi, où plu-

sieurs milliers d'habitants sont menacés. Ces métaux rares dont la demande a explosé ces dernières années sont essentiels à la production de batteries rechargeables. Celles-ci sont utilisées notamment pour les voitures électriques, considérées comme un pilier de la transition verte. Mais les conditions d'extractions de ces matières premières en République démocratique du Congo suscitent de vives critiques de la part des ONG, qui dénoncent régulièrement la recrudescence du travail infantile dans les mines artisanales, ainsi que les dangers environnementaux liés à l'activité des grands groupes industriels. "La justice climatique exige une transition juste", clame Amnesty International dans son nouveau rapport, rappelant que la décarbonation de l'économie mondiale "ne doit pas engendrer de nouvelles violations des droits humains".

NEW YORK (ETATS-UNIS)

Le président sahraoui s'entretient avec le SG de l'ONU

Le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Brahim Ghali, s'est entretenu, lundi à New York, avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans le cadre du dialogue permanent entre la partie sahraoui et le secrétariat général de l'instance onusienne.

Selon l'Agence de presse sahraoui (SPS), les discussions qui se sont déroulées au siège des Nations unies, ont porté sur une série de questions d'intérêt commun, notamment l'état et les perspectives du processus de paix parainé par les Nations Unies au Sahara Occidental et les moyens de le relancer et d'accélérer le parachèvement de la décolonisation au Sahara occidental. Le président Ghali a évoqué, dans ce sens, les circonstances ayant conduit les parties au conflit, à savoir le Front Polisario et le Royaume du Maroc, à accepter le plan de règlement ONU-OUA de 1991, approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité, dans l'objectif de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, comme tous les peuples et territoires colonisés. Après avoir abordé les obstacles dressés par l'Etat d'occupation sur la voie de la tenue d'un référendum d'autodétermination, M. Ghali a insisté sur "le rejet par la partie sahraoui du mutisme des Nations Unies face aux pratiques dangereuses et provocantes de l'Etat d'occupation dans les territoires sahraouis occupés, pratiques commises au vu et au su de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)", selon SPS. Il a également exhorté le Secrétaire général des Nations Unies ainsi que le Conseil de sécurité à "la nécessité d'appeler les choses par leurs noms et de tenir l'Etat d'occupation entièrement responsable de la violation du cessez-le-feu, le 13 novembre 2020, ayant mené à une escalade dangereuse et torpillé les efforts pacifiques de l'ONU, fragilisant ainsi la sécurité et la stabilité dans la région". Le président sahraoui a évoqué les tentatives visant à faire dévier le processus de paix et à le mettre hors du cadre légal, en introduisant des termes vagues tels que "réalisme" et "pratique" dans les résolu-



tions du Conseil de sécurité. Il a souligné, à ce propos, que "la partie sahraoui rejette catégoriquement cette orientation dangereuse, qui ne fera qu'encourager l'Etat marocain à persévérer dans l'occupation militaire illégale de parties de notre territoire national, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes du Droit international". Le peuple sahraoui qui n'est pas "un partisan de la guerre", a consenti tous types de concessions et de sacrifices pour faire avancer le processus de paix à même de lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, en toute liberté et démocratie, a martelé le Président sahraoui. Et de rappeler, à cet égard, l'engagement de la partie sahraoui à coopérer avec les

efforts du Secrétaire général et de son Envoyé personnel au Sahara occidental en vue de décoloniser la dernière colonie en Afrique. Le Président Ghali a, à ce propos, soutenu que le peuple sahraoui "demeure fortement attaché à ses droits et aspirations nationales, qu'il défendra sans compromis et par tous les moyens légitimes garantis par la Charte de l'ONU et l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA)". Pour sa part, le SG de l'ONU, Antonio Guterres a affirmé l'attachement de son instance au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, mais aussi à poursuivre l'action pour sa mise en œuvre conformément aux décisions de l'ONU, souhaitant voir les efforts de son Envoyé personnel au Sahara occidental aboutir à une solution durable au conflit, ajoute la

même source. Ces discussions se sont déroulées en présence de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix à l'ONU, Rosemary DiCarlo, de l'Envoyé personnel du SG des Nations Unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, de la sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, Martha Pobee et de grands responsables au sein du Secrétariat des Nations Unies et de l'Administration des affaires politiques et de consolidation de la paix. Du côté sahraoui, le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordonnateur avec la MINURSO, Mohamed Sidi Amar et le conseiller de la représentation du Front à l'ONU, Ma El Ainine Salama étaient également présents.

R.I.

MALI

Les ex-rebelles du Nord déclarent être "en temps de guerre" avec l'Armée

Regain de tension dans le nord du Mali. Les ex-rebelles de la région se disent, lundi, "en temps de guerre" avec la junte au pouvoir à Bamako, dans un communiqué reçu par l'AFP et diffusé sur les réseaux sociaux. Dans ce texte intitulé "Communication en temps de guerre" et authentifié par un porte-parole, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), alliance de groupes à dominante touarègue qui a combattu l'Etat central avant de signer un accord de paix avec lui en 2015, appelle "tous les habitants de l'Azawad à se rendre sur le terrain pour contribuer à l'effort de guerre dans le but de défendre et protéger la patrie, et ainsi de reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire national azawadien". Azawad est un nom d'origine touarègue pour le nord du Mali, objet d'anciennes revendications indépendantistes. Les tensions n'ont cessé de croître depuis des mois entre la CMA et la junte, faisant redouter la fin de l'accord de paix d'Alger et la reprise des hostilités engagées en 2012. Des insurrections indépendantistes et sala-

fistes avaient alors plongé ce pays pauvre et enclavé dans une profonde crise sécuritaire, politique et humanitaire dont il n'est toujours pas sorti. Si les groupes à dominante touarègue ont accepté un cessez-le-feu en 2014, les jihadistes ont poursuivi le combat contre l'Etat central et toute présence étrangère sous la bannière d'Al-Qaïda et de l'organisation Etat islamique. La propagation jihadiste a gagné le centre du pays, le Burkina Faso et le Niger voisins. Dans les vastes étendues désertiques ou semi-désertiques du Nord, ainsi que les régions de Tombouctou et Gao, les rivalités sont intensifiées ces dernières semaines entre la multitude d'acteurs armés se disputant le contrôle du territoire : groupes jihadistes contre armée malienne, groupes jihadistes entre eux, groupes armés touarègues contre jihadistes, et groupes touarègues face à l'armée malienne. Elles ont donné lieu à une succession d'attaques, d'incidents sécuritaires et d'accrochages entre l'armée et la CMA. Dans son communiqué qui se veut le pre-

mier communiqué de l'"Armée nationale azawadienne", la CMA se garde de parler de déclaration de guerre, mais évoque une "riposte en légitime défense" à ce qu'elle appelle "l'agression" de l'armée malienne et du groupe paramilitaire russe Wagner. Reconfiguration sécuritaire La CMA accuse l'armée d'avoir bombardé ses positions mais aussi des civils, et les soldats maliens et les mercenaires de Wagner de s'être livrés à des exactions contre les populations. Elle les accuse de "crimes de guerre" et de "crimes contre l'humanité". Elle appelle les civils à rester à distance des positions des "terroristes" de l'armée malienne et de Wagner. La CMA n'entend pas que la Minusma rétrocede ses camps aux autorités maliennes, comme elle l'a fait en août à Ber, près de Tombouctou. Elle estime qu'en vertu des arrangements de 2014 et 2015, ces zones devraient revenir sous son contrôle. La CMA a affirmé samedi soir avoir abattu un avion de l'armée après un bombardement sur ses positions dans la région de Gao. Il s'agirait d'un acte inédit depuis des

années. L'état-major a assuré pour sa part que l'appareil s'était écrasé à cause de problèmes techniques, mais que son équipage avait réussi à s'éjecter. Les jihadistes exercent eux aussi une forte pression. Une double attaque qui leur est imputée, dont l'une contre un bateau de passagers sur le fleuve Niger, a tué au moins 64 personnes, dont des dizaines de civils jeudi entre Tombouctou et Gao, selon un bilan gouvernemental. Tombouctou est soumise depuis août à un blocus du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), alliance affiliée à Al-Qaïda. Des obus sont tombés lundi sur l'aéroport de Tombouctou. La compagnie Sky Mali a annoncé suspendre ses vols de et vers Tombouctou et Gao cette semaine, aggravant l'isolement des grandes villes du Nord. Après le gouvernorat de Gao ce week-end, celui de Tombouctou a décrété un couvre-feu nocturne reconductible de 30 jours jusqu'au 10 octobre de 20 h à 6 h (locales et GMT).

R.I.

TÉLÉ

VISION



TF1 Good Doctor



21h10

Shaun, Asher et Glassman traitent Naveen, une femme qui souffre d'une infection due à la rétention d'une compresse chirurgicale.

C STAR Vol 93



21h10

Le 11 septembre 2001, à l'aéroport de Newark, les autorités aériennes sont sur les dents après la disparition des radars d'un appareil de la compagnie American Airlines...

NBJ Corrective Measures - Mutants surpuissants



21h10

Une exécution tourne mal et une bande dirigée par un loup-garou est anéantie par le justicier "Payback" qui éprouve un plaisir certain à tuer lui-même avant que la police n'intervienne.

6ter Le flic de Beverly Hills



21h05

Axel Foley, un policier aux méthodes à la fois peu orthodoxes et farfelues, retrouve son ami d'enfance Mickey Tandino. Malheureusement, ce dernier est assassiné sous ses yeux...

Chérie 25 La mort est dans le pré



21h05

Le cadavre d'un homme, une étiquette bovine accrochée au cou avec la mention « Peuvent-ils souffrir ? », est retrouvé dans l'entreprise d'abattage et de conditionnement de viande Chevalier.

TF1 SERIES FILMS New York, section criminelle



21h00

Plusieurs personnes âgées décèdent brusquement. La police soupçonne rapidement une infirmière d'avoir empoisonné ses patients avec du cyanure.

tmc Taxi 5



21h25

Sylvain Marot, policier parisien intrépide doublé d'un pilote émérite, a une façon bien à lui de faire parler les suspects.

Tim Burton n'apprécie pas que son style soit copié par l'IA et la compare à un voleur d'âme



Le réalisateur américain Tim Burton a qualifié de "troublantes" les imitations de son travail par l'IA. Le réalisateur, connu pour son style visuel macabre dans des films comme Edward aux mains d'argent et L'étrange Noël de Monsieur Jack, a évoqué ce qu'il ressentait lorsqu'il voyait ce style reproduit par l'Intelligence Artificielle. "Ils ont demandé à l'IA de faire mes versions des personnages de Disney !" raconte Tim Burton. "Je ne peux pas décrire le sentiment que cela procure. Cela m'a rappelé ce que disent d'autres cultures : 'Ne me prenez pas en photo parce que cela vous prive de votre âme'".

Ainsi revisitée, Elsa de La Reine des neiges avait un visage blafard et portait une robe noire dans ce qui semble être une forêt hantée, et Aurora de La Belle au bois dormant porte des points de suture sur les joues et une longue robe sombre. Si Tim Burton a reconnu que certaines des créations étaient « très bonnes », cela ne l'a pas empêché d'éprouver un sentiment très désagréable en voyant son style créatif imité. « Ce que cela fait, c'est que cela vous prend quelque chose, a-t-il expliqué. L'IA prend quelque chose de votre âme ou de votre psyché ; c'est très perturbant, surtout si cela a un rapport avec vous. C'est comme si un robot prenait votre humanité, votre âme. » Tim Burton est loin d'être le seul à s'inquiéter de l'utilisation de l'IA dans le cinéma. Le sujet est notamment l'une des principales préoccupations des acteurs et des scénaristes en grève depuis des mois. Ils souhaitent plus de protection contre cette technologie.

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité » Agence ANEP
01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone: 021737128 / 021737678 / 021749981
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz,
programmation.regie@anep.com.dz.

Siège social
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH

Siège de la rédaction
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH
Tél/Fax : 023 46 32 76

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction
ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER 1265 exposants annoncés à l'édition, le continent africain invité d'honneur

Le 26e Salon international du livre d'Alger (Sila) aura lieu du 25 octobre au 4 novembre prochain, avec la participation de 1265 exposants de 47 pays, dont 283 algériens.



Selon les organisateurs, le continent africain sera l'invité d'honneur de cette édition, avec un programme axé sur le thème "Livre et numérisation" et comprenant 40 rencontres littéraires et conférences animées par des figures culturelles nationales et étrangères. Également, le programme comporte des conférences dont "La culture africaine et l'affirmation de soi au 21e siècle", "L'engage-

ment dans la littérature africaine", ou encore "Le soufisme, vecteur commun" et un hommage au leader sud-africain, figure de la lutte contre l'apartheid, Nelson Mandela (1918-2013). Aussi une conférence internationale sur l'œuvre et la pensée de Malek Bennabi (1905-1973), en plus de nombreuses rencontres littéraires sur "L'expérimentation en littérature", "L'écriture à l'ère

du numérique", ou encore sur la poésie algérienne. Lors d'une réunion, la ministre de la Culture et des Arts a abordé la nécessité d'exploiter les "passerelles culturelles et créatives reliant les pays du continent (...) au diapasos du rayonnement culturel algérien et son prolongement dans le continent". Le salon a également accordé une attention particulière au programme du 1er Novem-

bre, date du déclenchement de la glorieuse révolution de novembre, en plus d'avoir annoncé la tenue de certaine manifestation en dehors du Palais des expositions des pins maritimes (Safex), dans des établissements comme la Bibliothèque nationale, la Cinémathèque algérienne, ou le Palais de la culture Moufidi-Zakaria.

R.C

SAN SEBASTIAN 2023

Claire Denis présidera le jury du Coquillage d'or de San Sebastian

Le Festival international du film de Saint-Sébastien, en Espagne, a annoncé la composition du jury de sa 71e édition, qui aura lieu du 22 au 30 septembre.

La cinéaste Claire Denis sera secondée par les réalisateurs Christian Petzold et Cristina Gallego, les actrices Fan Bingbing et Vicky Luengo, la photographe Brigitte Lacombe et le producteur Robert Lantos. Le jury du Golden Shell sera présidé par la réalisatrice française Claire Denis, lauréate du Léopard d'or à Locarno pour *Nénette* et Boni, du Prix FIPRESCI à Saint-Sébastien pour *High Life* et, l'année dernière, de l'Ours d'argent du meilleur réalisateur à la Berlinale pour *Both Côtés de la lame* et Grand Prix au Festival de Cannes pour *Les Étoiles* à midi. La réalisatrice sera accompagnée dans ses délibérations par le cinéaste allemand Christian Petzold (Ours d'argent du meilleur réalisateur à Berlin pour *Barbara*, Prix FIPRESCI à Saint-Sébastien pour

Phoenix et Grand Prix du Jury à la Berlinale cette année pour *Afire*) ; la productrice, réalisatrice et scénariste colombienne Cristina Gallego (co-réalisatrice de *Birds of Passage*, productrice du film *L'Étreinte du Serpent*, nommé aux Oscars, et du dernier lauréat de la Coquille d'Or, *Les Rois du Monde*) ; l'actrice chinoise Fan Bingbing (lauréate du Silver Shell pour son rôle dans *I Am Not Madame Bovary*, Golden Shell en 2016) ; l'actrice espagnole Vicky Luengo (actrice principale de *Suro* et *Riot Police*) ; la photographe Brigitte Lacombe et le producteur hongrois Robert Lantos. Les autres jurys ont également été annoncés. Le jury du Prix Kutxabank-Nouveaux réalisateurs sera présidé par la productrice britannique Emily Morgan, qui sera flanquée du directeur du département cinéma et adjoint du délégué général du Festival de Cannes Christian Jeune, de la réalisatrice d'origine colombienne et basée en Belgique Juanita Onzaga. Elisa

Fernanda Pirir, née au Guatemala et basée en Norvège et le journaliste espagnol Ricardo Aldarondo. Le jury du Prix Horizontes sera présidé par le producteur français David Hurst, la réalisatrice chilienne Manuela Martelli et la journaliste espagnole Elisa McCausland. Le Jury du Prix Zabaltegi-Tabakalera sera présidé par la présidente de Luxbox, Fiorella Moretti, qui sera accompagnée de la programmatrice argentine Cecilia Barriounevo. En mai 2023, le festival a annoncé qu'en plus d'être sur l'affiche officielle du 71e Festival, l'acteur Javier Bardem recevra le Prix Donostia pour l'ensemble de sa carrière. Du fait de la grève à Hollywood, il le recevra l'année prochaine. C'est donc Hayao Miyazaki, qui vient en ouverture du festival, qui recevra le prix. Les premiers films sélectionnés sont annoncés en juillet 2023. Le réalisateur Victor Erice recevra le Prix Donostia pour l'ensemble de sa carrière.

N.H

La Petite Sirène bat un record historique sur Disney+

Après avoir enchanté les publics du monde entier, *La Petite Sirène* a fait sensation sur Disney+. Disney a annoncé lundi que la réadaptation de cette histoire emblématique en prises de vue réelles, portée par Halle Bailey et Melissa McCarthy, a battu un record, celui de *Hocus Pocus 2*, recueillant 16 millions de visionnages au cours de ses cinq premiers jours de diffusion, soit le film le plus vu pour son démarrage sur la plateforme. Le succès de *La Petite Sirène* sur Disney+ fait suite à une exploitation en demi-teinte dans les salles caté. Malgré tout, le film – réalisé par Rob Marshall et sorti le week-end du Memorial Day réalisant alors 118,6 millions de dollars en Amérique du Nord – fut l'un des cinq films les plus rentables de l'été aux États-Unis avec près de 300 millions de dollars. *La Petite Sirène* – qui met également en vedette Javier Bardem, Daveed Diggs et Awkwafina – fait également partie des dix meilleurs films mondiaux de 2023 à ce jour, ayant récolté 570 millions de dollars au box-office mondial. *La Petite Sirène* de 2023 s'appuie sur l'incroyable héritage du classique original de 1989, continuant à donner vie à cette histoire à travers un trésor de produits dérivés, d'attractions dans des parcs et hôtels, de jeux vidéo, de livres et de productions théâtrales pour des millions de fans à travers le monde. La sortie du « remake live-action » de *La Petite Sirène* a également donné un coup de pouce au catalogue existant de Disney, ce qui a entraîné un énorme engagement pour les films d'animation *La Petite Sirène* sur Disney+. En octobre dernier, *Hocus Pocus 2* a établi un record de minutes de streaming pour un film dans le classement hebdomadaire de Nielsen, avec plus de 2,7 milliards de minutes de visionnage.

N.C

La série "Arabesque" va être adaptée au cinéma

Le programme culte des années 1980-90 va faire l'objet d'un long-métrage. Le projet n'en est qu'aux premières étapes de son développement. Arabesque sera bientôt transposée sur grand écran. Universal Pictures planche sur une adaptation de cette série culte portée par l'actrice britannique Angela Lansbury, diffusée entre 1984 et 1996 sur la chaîne américaine CBS. Le projet n'en est qu'aux premières étapes de son développement. L'écriture du scénario n'est pas terminée et elle ne reprendra que lorsque la grève des scénaristes hollywoodiens prendra fin. Aucun réalisateur n'est pour l'instant associé au projet. De même, le nom de l'actrice qui reprendra le rôle d'Angela Lansbury, disparue en octobre 2022 à 96 ans, n'est pas encore connu. Le film est écrit par Lauren Schuker Blum et Rebecca Angelo, duo de scénaristes à l'origine de *Dumb Money*, film porté par Paul Dano et Seth Rogen et attendu cette année. Arabesque, Murder she wrote suivait les enquêtes de Jessica Fletcher, une autrice de thrillers qui s'improvisait détective pour résoudre de véritables affaires policières. Ce rôle a valu à Angela Lansbury d'être nommée aux Emmy Awards pour chaque saison, sans jamais être distinguée. En revanche, il lui a permis de remporter quatre de ses six Golden Globes.

R.C

Premières images d'"Aquaman et le Royaume perdu" avec Jason Momoa

La suite du premier volet d'Aquaman avec Jason Momoa se précise à travers un premier teaser. Repoussé à deux reprises, le nouveau film de James Wan est attendu en salles en décembre 2023. Aquaman et le Royaume perdu s'est dévoilé dans un court teaser. Quelques jours avant la sortie d'une bande-annonce officielle, cette suite du premier volet d'Aquaman sorti en 2018 avec Jason Momoa se précise à travers de premières images. Annoncé pour décembre 2022 avant d'être repoussé à mars 2023 puis au 20 décembre 2023, Aquaman et le Royaume perdu raconte comment le super-héros incarné par Jason Momoa doit protéger Atlantis de Black Manta (Yahya Abdul-Mateen II) et de son Black Trident contenant un ancien pouvoir dévastateur. "Pour le vaincre, Aquaman se tournera vers son frère emprisonné Orm, l'ancien roi de l'Atlantide, pour forger une alliance surprenante. Ensemble, ils devront mettre de côté leurs différences pour protéger leur royaume et sauver la famille d'Aquaman, ainsi que le monde, d'une destruction irréversible", peut-on lire dans le synopsis. Côté casting, Jason Momoa donnera notamment la réplique à Amber Heard (Mera), Patrick Wilson (Orm Marius) ou encore à Dolph Lundgren (le roi Néree). Repoussé d'un an par Warner, Aquaman et le Royaume perdu a terminé son tournage principal en janvier 2022 avant d'entrer dans une longue phase de post-production et d'ajout de scènes additionnelles pour améliorer le film. Les studios Warner et le réalisateur James Wan ont eu du mal à trouver le ton de cette suite au film de 2018, qui avait alors rapporté plus d'un milliard de dollars. Des séquences mettant en scène Batman ont ainsi été tournées dans un premier temps avec Michael Keaton, puis avec Ben Affleck avant d'être abandonnées dans le scénario final. Des scènes qui ont fait exploser le budget d'Aquaman 2, selon The Hollywood Reporter, validé à l'origine à 205 millions de dollars.

Nombres croisés

	1	2	3	4	5	6
I						
II						
III						
IV						
V						
VI						

HORIZONTALEMENT

I. Jeux Olympiques à Los Angeles. II. L'année de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. III. On coche 5 numéros au loto, mais sur combien de numéros en tout ? Un multiple de 17. IV. Un gros modèle de la gamme Peugeot. V. Carré de 11. VI. Compte à rebours.

VERTICALEMENT

1. Cette année marque la fin définitive de l'esclavage en France. 2. Certains disent "nonante". 3. Nombre de cases dans une grille de sudoku. Nombre total de commandements dans la Torah. 4. Année de la chute de l'empire romain, qui marque traditionnellement le début du Moyen-Âge. Un chiffre qui rappelle les flics. 5. Le nombre total de cartes au jeu de tarot. Une équipe de football au complet. 6. En mètres, la longueur d'un mile anglais.

Grille muette N° 806

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Horizontalement

1 Misère. 2 Ne sont pas majeurs. 3 Rubidium.- Coeur de Judas.- Indurations épidermiques. 4 Hante la souris. 5 Molière. 6 Monsieur nord-africain.- Comte(sse) de Stendhal. 7 Casse-croûte.- Sainte en Argentine.- Proche du dragon. 8 Universels. 9 En douceur.- Une chaussure mise n'importe comment. 10 Loi Sarkozy.- S'enfuit (deux mots). 11 Bête, dans les deux sens.- Conjonction. 12 Mouche prédatrice.- Partie.

Verticalement

1 Héros cosaque (deux mots). 2 N'ont donc pas servies depuis longtemps. 3 Argon.- Garçon sur la paille.- À l'endroit, même à l'envers. 4 La fin du début de semaine.- Sens de circulation.- L'arabe. 5 Passa plus que l'éponge.- Mettre au passé. 6 Glandes pour la suractivité. 7 Massif de l'Aude.- Rattachement gréco-chypriote. 8 En Estonie.- Cité.- Numéro de livre. 9 Pour Lunel, c'est Peccavi.- Cool. 10 Hampes des bannières.- Colle la tête en bas. 11 On y apprend intensivement l'anglais.- Une prise.- À la tête de la famille. 12 Tapais du poing sur la table.- Symbolisé par a.

Mots croisés grille N° 806

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Horizontalement

1 Porteurs d'étendards. 2 Dantesque. 3 Laisse de marbre. 4 Film sur Pearl Harbor. 5 Général arabe.- Plante ou Thérèse. 6 Guide sud-africain.- Tout vert.- Fleuve. 7 Comprend la TVA.- Machines de meuniers. 8 Font rougir.- Femmes rayonnantes. 9 A succédé au pape Damase.- Complexe. 10 Ville chinoise.- Belle de Beyle (de). 11 Diffuses.- A bon dos. 12 Pharaon.- Lettres de lettre.

Verticalement

1 Psychologues de la forme. 2 Spécialité de l'oculistique. 3 Endroits grouillant de morpions ou de vers. 4 Dragées qui font descendre.- Manouche. 5 Ennuis.- Chats de Poe. 6 Rond d'eau.- Trouvère du Brabant dit le Roi. 7 Chère à nos yeux.- Strontium. 8 En sortant.- Est dans le divertissement public. 9 Le rouge et le noir.- Sur la côte de Saint-Coulomb. 10 Fut archevêque de Reims.- Fabriqua en série. 11 Myrtille au son.- Continuant. 12 Planta fin.- Élément de jeu.

Les éléments de l'inspection principale de visite de voyageurs de l'aéroport international 8 mai 1945 de Sétif, relevant de l'inspection divisionnaire de la direction régionale des Douanes, ont procédé à la saisie de numéraires en monnaies étrangères non déclarées totalisant 19.850 euros et 3.500 dollars canadiens, a indiqué hier ce corps constitué, dans un communiqué. Les monnaies saisies, dissimulées dans des bagages de voyageurs venant de France, ont été découvertes après un contrôle douanier au scanner, a précisé la source. Cette opération a été effectuée dans le cadre des missions dévolues aux Douanes, exercées au niveau de différents postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, et liées au contrôle du mouvement des voyageurs, de leurs objets et effets personnels, ainsi qu'à l'application de la législation et de la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, conclut le communiqué.

LA 26E SILA SE TIENDRA DU 25 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE PROCHAIN

Le continent africain à l'honneur

Le 26e Salon international du livre d'Alger (Sila) aura lieu du 25 octobre au 4 novembre prochain, avec la participation de 1265 exposants de 47 pays, dont 283 algériens, selon un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Dans un communiqué sanctionnant une réunion de coordination pour l'élaboration du programme culturel du 26e Sila, présidée lundi par la ministre de la

Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, les organisateurs annoncent que «le continent africain sera l'invité d'honneur de cette édition», avec un programme axé sur le thème "Livre et numérisation", et comprenant 40 rencontres littéraires et conférences animées par des figures culturelles nationales et étrangères.

Le programme comporte des conférences dont "La culture africaine et l'affirmation de soi au 21e siècle", "L'engagement dans la littérature africaine", ou encore "Le soufisme, vecteur commun" et un hommage au leader sud-africain, figure de la lutte contre l'apartheid, Nelson Mandela (1918-2013).

Le communiqué annonce également une confé-

rence internationale sur l'œuvre et la pensée de Malek Bennabi (1905-1973), en plus de nombreuses rencontres littéraires sur "L'expérimentation en littérature", "L'écriture à l'ère du numérique", ou encore sur la poésie algérienne. Lors de cette réunion, la ministre de la Culture et des Arts a abordé la nécessité d'exploiter les «passerelles culturelles et créatives reliant les pays du continent (...) au diapason du rayonnement culturelle algérien et son prolongement dans le continent». La ministre a également accordé une «attention particulière au programme du 1er Novembre, date du déclenchement de la glorieuse révolution de novembre».

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:57	12:47	16:32	19:05	20:28

Météo

Alger	☀️	31	Tizi Ouzou	☀️	32
Tiaret	☀️	30	Béjaïa	☀️	32
Constantine	☀️	33	Oran	☀️	29

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

24 millions de personnes risquent de sombrer dans la famine

Vingt-quatre millions de personnes dans le monde risquent d'être au bord de la famine au cours des 12 prochains mois en raison de la réduction significative des rations distribuées par le Programme alimentaire mondial (PAM) a prévenu hier l'agence onusienne. Par voie de communiqué, le PAM a indiqué qu'il était contraint de procéder à des baisses si drastiques de ses rations que «24 millions de personnes supplémentaires pourraient sombrer dans une situation d'urgence alimentaire au cours des 12 prochains mois, soit une augmentation de 50% par rapport au niveau actuel». L'agence onusienne a fait savoir qu'elle avait du mal à répondre aux besoins

mondiaux croissants d'aide alimentaire en raison d'un déficit de financement de plus de 60% enregistré cette année, le plus élevé de son histoire. «Pour la toute première fois, le PAM a vu ses contributions diminuer alors que les besoins augmentaient régulièrement», déplore l'agence.

Le PAM affirme que 345 millions de personnes dans le monde sont en proie à une insécurité alimentaire aiguë. Pas moins de 40 millions d'entre elles sont actuellement considérées comme étant en situation d'urgence alimentaire, ce qui signifie qu'elles sont contraintes de prendre des mesures désespérées pour survivre et risquent de mourir de malnutrition.

ALGER

Début des travaux du 1er forum Mediacom

Les travaux de la 1ère édition du forum Mediacom sur "les défis des médias et de la communication à l'ère du numérique et des nouvelles technologies" ont débuté hier à Alger.

Inscrit sous le haut patronage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ce forum de trois jours, dédié aux professionnels de l'audiovisuel et de la communication, rassemble plusieurs acteurs actifs dans ce domaine, dont des établissements publics à l'instar de l'agence Algérie Presse Service (APS) et la Télévision nationale.

Le forum Mediacom, qui enregistre quelque 3000 participants, réunis également des experts spécialisés dans la di-

gitalisation et l'intelligence artificielle, des investisseurs, des chefs d'entreprises, des représentants de banques et de compagnies d'assurance ainsi que des représentants de la société civile et de structures gouvernementales.

Plusieurs thèmes seront abordés lors de cette rencontre animée par une trentaine d'experts, telles que la législation des médias, l'utilisation de la digitalisation et de l'intelligence artificielle et la cité médiatique "Dzair Media City". Les principaux axes du forum seront orientés vers la promotion de l'investissement dans ce secteur. Une exposition dédiée aux entreprises actives dans le domaine de la communication se tient en marge de ce forum.

AIR ALGÉRIE

Renforcement des vols de et vers les aéroports du Sud du pays

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a augmenté le nombre de ses vols de et vers les aéroports du Sud du pays pour répondre à une «forte demande» constatée ces derniers jours, a indiqué hier un responsable de la compagnie. «Nombre de passagers munis de billets ouverts sur les lignes du Sud du pays ont formulé le souhait de prendre l'avion en cette période de rentrée sociale. Air Algérie a donc pris rapidement l'initiative d'augmenter la capacité de transport sur ces lignes durant cette période de forte demande», a expliqué à l'APS le porte-parole de la compagnie, Amine Andaloussi. Ainsi, pour accompagner ses clients, notamment les citoyens des vilayas

du Sud du pays, Air Algérie a programmé plusieurs vols supplémentaires durant cette période, de et vers ces vilayas, assure le responsable, soulignant également la mobilisation d'appareils d'une plus grande capacité, des Boeing 737 NG, dont la capacité peut aller jusqu'à 150 passagers. «Un nombre important de voyageurs s'est inscrit ces derniers jours sur les listes d'attente de la compagnie pour bénéficier d'une place. Air Algérie a été très réactive pour répondre à cette demande», a ajouté M. Andaloussi, rappelant que «le but de la compagnie est d'accompagner les citoyens en leur offrant un service public de qualité, notamment en réduisant leur attente».

ÉTATS-UNIS

Le procès historique de Google s'ouvre à Washington



C'est un procès marathon qui s'est ouvert hier entre les États-Unis et Google, pour décider si le géant des technologies a abusé de la position dominante de son produit phare, devenu synonyme des recherches en ligne. Au cœur de ce procès historique – vingt ans après des poursuites similaires contre Microsoft – se trouve la question suivante : Google doit-il le succès de son moteur de recherche à ses performances ou à des pratiques anticoncurrentielles ? D'après le gouvernement américain, Google a bâti son empire grâce à des contrats illégaux avec des entreprises telles que Samsung, Apple et Firefox, pour que son outil soit installé par défaut sur leurs smartphones et ser-

VICES. Cette domination d'Internet et donc de la publicité numérique a permis à Alphabet, la maison mère de Google, de devenir l'une des entreprises les plus riches du monde. Pendant dix semaines d'auditions d'une centaine de témoins dans un tribunal à Washington, l'entreprise californienne va tenter de persuader le juge fédéral Amit Mehta que les accusations du ministère de la justice sont infondées.

C'est le plus important procès intenté au nom du droit de la concurrence contre une grande entreprise technologique depuis que la même autorité s'est attaquée à Microsoft à propos de la domination du système d'exploitation Windows. Des dizaines d'États amé-

ricains, le Colorado en tête, se sont également joints à la bataille. Même si le juge a rejeté certains de leurs arguments avant le procès – ils accusaient notamment Google d'avoir illégalement déclassé des sites tels que Yelp et Expedia. Google risque gros. Si dans quelques mois, Amit Mehta tranche en faveur des États-Unis, le groupe risque d'être forcé de se séparer de certaines activités pour l'obliger à changer ses méthodes. L'enjeu est aussi de taille pour le gouvernement de Joe Biden. Les poursuites ont été lancées en 2020 par l'administration de Donald Trump, mais le président démocrate a mis un point d'honneur à défier les géants de la tech, sans beaucoup d'effet jusqu'à présent.